



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/1026
S/1998/819
31 août 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Points 20, 107 et 112 de l'ordre du jour
RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE
HUMANITAIRE ET DES SECOURS EN CAS DE
CATASTROPHE FOURNIS PAR L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES, Y COMPRIS L'ASSISTANCE
ÉCONOMIQUE SPÉCIALE
RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX
RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettres identiques datées du 28 août 1998, adressées au Secrétaire
général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de l'Érythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies

Sur instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre une déclaration rendue publique le 28 août 1998 par le Ministère des affaires étrangères de l'Érythrée concernant la libération de soldats éthiopiens faits prisonniers à l'occasion du conflit frontalier entre l'Érythrée et l'Éthiopie (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 20, 107 et 112 de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Tesfa Alem SEYOUM

ANNEXE

Déclaration sur la libération de soldats éthiopiens rendue
publique par le Ministère érythréen des affaires étrangères
le 28 août 1998

Le Gouvernement de l'Érythrée a aujourd'hui, le 28 août 1998, libéré 71 soldats éthiopiens faits prisonniers lors du conflit frontalier entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Il s'agit de la première série de libérations. Le Comité international de la Croix-Rouge a été dûment informé de cette décision. Les modalités du rapatriement des intéressés sont en cours d'examen.

Cette décision humanitaire unilatérale est conforme à la politique déclarée du Gouvernement érythréen consistant à libérer sans conditions les soldats éthiopiens capturés lors de ce malheureux conflit. Elle reflète aussi le désir sincère du Gouvernement érythréen de voir le problème frontalier entre l'Érythrée et l'Éthiopie réglé rapidement par des moyens juridiques et pacifiques.

Le Gouvernement érythréen réaffirme en outre qu'il ne voit aucune raison d'être à ce conflit. Le problème frontalier ne peut être résolu que par une démarcation technique et, le cas échéant, par l'arbitrage sur la base des traités coloniaux établis.

Le Gouvernement érythréen saisit l'occasion pour demander une nouvelle fois à la communauté internationale de faire tous les efforts nécessaires pour promouvoir un règlement pacifique et juridique du problème.
